

DESINDUSTRIALISATION exemple LA LORRAINE DU FER

En France, on parlait de restructuration industrielle avant que le concept de désindustrialisation n'apparaisse. C'est un phénomène global de disparition de l'industrie qui avait apporté de la richesse.

Femme Avenir 54 a eu le plaisir d'accueillir Pascal RAGGI, maître de conférences HDR (habilité à diriger des recherches) en histoire contemporaine à l'Université de Lorraine et auteur de « La désindustrialisation de la Lorraine du Fer ».

La désindustrialisation est la disparition d'une activité du 19^e siècle, et est en lien avec les grandes luttes sociales de 1979-1984. On parle alors de ruines ou de friches industrielles.

En France, on parlait de restructuration industrielle avant que le concept de désindustrialisation n'apparaisse. C'est un phénomène global de disparition de l'industrie qui avait apporté de la richesse.

La désindustrialisation, c'est le déclin de l'emploi dans l'industrie ; les Etats Unis sont les premiers à la subir et ils cherchent à l'éviter sans y arriver.

Elle va arriver relativement tard en France, dans les années 2000, avec la disparition d'emplois. Aujourd'hui, il y a besoin de moins de main d'œuvre pour exploiter ces usines.

La restructuration industrielle et l'accompagnement social vont faire que le phénomène sera moins violent en France que dans d'autres pays.

En 2012, la désindustrialisation est popularisée par les médias (Arcelor-Mittal, Bridgestone, ...) ; on observe alors les aspects stratégiques (délocalisations, dépendance en matière d'approvisionnement, ...).

La Région Lorraine est emblématique de la désindustrialisation. Il y avait 90 000 personnes employées dans la sidérurgie (mines et usines). La modernisation des outils de production va se heurter à la crise des années 1970 (exemple : Les Mines de Fer de Neuves-Maisons).

La France est alors le 3^e producteur mondial derrière les Etats Unis et l'URSS. La Lorraine représente 90 % du tonnage. Les mineurs travaillent avec une mécanisation intégrale car tout est automatisé depuis 1960.

Les usines vont commencer à disparaître à partir de 1963 (79 jours de grève dans les galeries de Saucy-Trieux) et la dernière mine fermera en 1997.

Le phénomène est contradictoire : d'un côté, la modernisation des équipements, et de l'autre, la fermeture liée à la mondialisation (avec les minerais d'Outre Mer et les mines à ciel ouvert d'Australie, du Brésil, et de Mauritanie, ...).

Les mineurs sont des pionniers car ils ont négocié leur reconversion professionnelle. C'est une nouveauté en France que d'accompagner les salariés vers d'autres emplois.

IL faut savoir que depuis 1966, l'apprentissage dans les mines est arrêté en anticipation de la baisse des recrutements.

On note un paradoxe : les mineurs sont de moins en moins nombreux, mais leur travail est de plus en plus protégé.

Au fil du temps, on assiste à la démolition des puits des mines et des hauts fourneaux.

En 1990, il reste 4 sites gérés par Lormines, jusqu'en 1993 et Arbed (groupe sidérurgique luxembourgeois) jusqu'en 1997. La fermeture des sites a conduit à de nombreux effondrements miniers.

Sur les carreaux miniers, on a de moins en moins de trace de ce passé industriel ; on efface les souvenirs et on peut s'interroger sur la valorisation de ce patrimoine.

Concernant la sidérurgie : en 1966, l'Etat met en place un plan « Sidérurgie » destiné à créer de grandes entreprises pour « tenir » face à la concurrence mondiale. Ainsi, l'Etat leur prête pour la modernisation des usines. A cette époque, deux sidérurgies s'affirment : celle de la Lorraine et du Creusot, et celle du Littoral.

Jusqu'en 1970, il y a des suppressions d'emplois mais elles sont compensées.

1970, la crise conjoncturelle mondiale arrive mais il y a aussi une crise structurelle. Les entreprises de la sidérurgie se sont beaucoup endettées (12 milliards de perte en 4 ans) et sont fragilisées.

En 1978, l'Etat intervient à nouveau avec le Plan Barre et procède à l'étatisation de ces structures. La situation sociale se dégrade malgré la modernisation des équipements. La Convention Générale de Protection Sociale permet une restructuration en douceur (12 000 suppressions d'emplois en 1979-1980).

La gauche va critiquer la démarche et en arrivant au pouvoir en 1981, elle annonce des nationalisations. Celles-ci vont avoir lieu jusqu'en 1983 ; pour autant, la crise de la sidérurgie se poursuit. La gauche finit par changer de politique industrielle en 1984 et ferme les sites.

Paradoxalement, on constate une évolution positive de la productivité. Les entreprises privées du secteur se rassemblent pour former un groupe européen Arcelor-Mittal, qui, à son tour, doit fermer des sites.

Il y a tout de même des reconversions ; on peut citer le site de Pompey, rasé en 1987 et devenu un parc d'entreprises (Eiffel Energie). Plus le temps passe et plus on se sépare de la vision de l'industrie ancienne (ex. : La vallée de la Fensch).

La sidérurgie existe toujours en Lorraine avec les tôles Usibor d'Arcelor, les canalisations de Pont à Mousson SA, l'entreprise Riva de Neuves Maisons ou encore British Steel.

On peut également citer des exemples de ré-industrialisation, avec la SOVAB Batilly ; on note l'importance des robots et le fait que ces industries ne créent pas beaucoup d'emplois.

Le Luxembourg, s'est, quant à lui, tourné vers la tertiarisation de ses entreprises (Site d'Esch Belval, Plateau du Kirchberg, ...). Le tertiaire pourrait aussi se développer sur le Sillon Lorrain.

En conclusion, il n'y a plus d'extraction du fer en Lorraine et la sidérurgie ne compte plus que 4 000 salariés. On emploie désormais moins de personnes dans ce secteur, et cela a eu aussi pour conséquence de fragiliser les entreprises qui gravitaient autour.

L'industrie représente aujourd'hui 16% de l'emploi en Lorraine ; ce qui est finalement assez peu.